



Discours de Loïc Fauchon, President du Conseil Mondial de l'Eau
Web Conference organisée par the International Institute of
European Affairs and the Environment Public Agency, Dublin

1 Février 2021

Le futur de l'eau : risques et opportunités

Chers collègues, chers amis de l'eau, et permettez que je vous appelle chers amis de l'eau puisque vous nous faites l'honneur de participer à cette conférence sur l'eau.

Alors, chers amis de l'eau, pourquoi sommes-nous rassemblés, ce lundi ? et si nombreux puisque près de 400 d'entre vous se sont inscrits à cette conférence, malheureusement virtuelle.

Pourquoi parler du futur de l'eau ? Sans doute parce que ce futur nous inquiète.

Et pourquoi sommes-nous inquiets ? Sans doute parce que nous considérons, nous ressentons, même si certains ne sont pas des experts de l'eau, nous sentons confusément que l'eau est en DANGER !

Et que si l'eau est en danger, alors l'Homme et la nature sont également en danger.

Pourquoi ? Parce que le monde d'aujourd'hui vit crise après crise, et que ces crises créent des tensions très fortes tout autour de notre planète. Il s'agit de crises politiques incessantes, de tensions militaires, alertes nucléaires et tensions diplomatiques. Mais on vit aussi des crises alimentaires et des crises sanitaires ainsi qu'une grande tension démographique sur fond de transition climatique. Et ces crises provoquent la dégradation de notre environnement et des difficultés économiques et commerciales.

Voici donc l'état des lieux général. Et bien sûr, l'énergie et l'eau sont devenues en quelques décennies des ressources rares, que ce soit en quantité ou en qualité, provoquant là aussi tension et crise.

Le stress hydrique peut mener à de très fortes tensions. Par exemple, entre pays, comme c'est le cas pour la construction et la mise en eau du barrage Renaissance en Éthiopie et ses conséquences pour le Soudan et surtout l'Égypte.

Ces tensions peuvent être internes à un pays, comme en Californie, ou bien elles peuvent concerner un bassin transfrontalier tout entier, comme le Tigre et l'Euphrate ou le Mékong.

Pourquoi de telles difficultés à assurer ici et là le futur de l'eau ?

Parce qu'aujourd'hui la démographie est galopante. Des milliards d'individus, enfants, femmes, hommes dépendent des ressources en eau, pour leur vie. Et toute souffrance infligée à l'eau ainsi qu'à la nature, est une souffrance pour l'humanité.

Le rôle de notre Conseil Mondial de l'Eau et de faire avancer la pensée sur l'eau 'water thinking', d'abord en détectant les risques actuels et futurs, puis ensuite, en expliquant les opportunités qui se présentent pour nous aujourd'hui, et demain pour les générations à venir.

Nous travaillons en permanence avec nos 400 organisations membres, autour de ce binôme « priorité- solution ».

D'une main comprendre et faire partager les priorités, de l'autre convaincre de mettre en œuvre, au plus vite, des solutions concrètes et équitables.

Les habitants de notre planète, où qu'ils soient, aspirent à une meilleure qualité de vie, en même temps qu'à la paix et la dignité humaine. Pour vivre dans un monde plus juste qui s'inscrit dans le long terme, cela signifie 2 choses :

Donner accès aux opportunités de développement et protéger la nature. Pour ce faire, nous devons agir dans le respect mutuel et trouver un équilibre durable entre l'utilisation de nos ressources naturelles convoitées et la nécessité de les protéger. Et l'eau, avec l'air, est la première ressource dont il faut assurer la Sécurité.

Nos vies dépendent de la disponibilité de l'eau, en termes de quantité et en termes de qualité. Si nous ne parvenons pas à gérer sa disponibilité, nous condamnons des populations entières à être exclues du développement durable et de la jouissance équitable des droits humains fondamentaux.

Aujourd'hui, et demain, nous devons assurer la sécurité de l'eau dans le monde entier et à l'échelle locale. La sécurité de l'eau, pour nous tous, et par nous tous.

Très concrètement, la sécurité de l'eau doit combiner solutions technologiques et volonté politique. Nous pouvons traduire cela par le renforcement des trois piliers sur lesquels repose la maison universelle de l'eau. Ces trois piliers sont la connaissance, le financement et la gouvernance.

La connaissance consiste à partager l'innovation. L'eau et la sécurité doivent profiter des évolutions techniques, digitales et numériques. Aujourd'hui, par exemple, le dessalement de l'eau de mer, grâce à l'utilisation de l'osmose inverse est en place dans plus de 70 pays dans le monde et à un coût acceptable. La réutilisation des eaux usées est également une formidable avancée qui sera généralisée peu à peu. A Singapour, par exemple, depuis plus d'une dizaine d'années on mélange l'eau des fleuves et celles issues des stations d'épuration. En Tunisie, au Maroc, les golfs, jardins, parcs et bientôt vergers utilisent les effluents des eaux usées.

En Europe, il existe encore des obstacles réglementaires, mais dans les cas de déficit hydrique, cette solution sera considérée au moins en agriculture, comme elle l'est dans l'industrie.

De la même manière la digitalisation permet peu à peu à l'agriculteur et aux citoyens, de suivre quotidiennement leur consommation et de détecter l'apparition éventuelle de fuite sur leur réseau privé.

Le 2eme pilier est la finance, qui permet le développement. On peut résumer la situation par « l'eau manque d'argent, mais l'argent manque d'eau ».

Il y a en effet, une extrême difficulté à faire coïncider les règles des financeurs, multilatéraux, bilatéraux, publics et privés avec les demandes des Etats, des communautés locales et des NGO.

La question principale est celle de la généralisation de la sous-souveraineté permettant par exemple à une ville d'un pays en développement d'emprunter sans la garantie de l'Etat, tout en attestant de sa capacité à rembourser. Une autre difficulté réside dans la faible capacité de pays et de communautés parmi les plus pauvres à établir des projets qui répondent aux exigences bureaucratiques des bailleurs.

Au nord, en Italie comme en Irlande c'est le sujet de l'équilibre des budgets de l'eau et de l'assainissement qui est posé à travers la tarification. La gratuité de l'eau est devenue très rare et a fait place à la tarification sociale. En France nous disons que « l'eau paye l'eau », c'est à dire que les recettes issues des usagers, des subventions, doit payer la totalité des dépenses du service tant pour l'investissement que pour la maintenance. La consommation de l'eau peut être payée directement grâce à un compteur ou par une taxe d'abonnement au logement.

Cela nous amène au 3e pilier qui est celui de la gouvernance, qui doit garantir un partage équitable et une transparence totale. Le temps du centralisme de l'eau est terminé. La gouvernance de l'eau doit être efficacement partagée entre l'Etat qui garantit la ressource et contrôle son bon usage. Ensuite viennent le rôle des bassins hydrographiques qui organisent le partage des ressources, et entre les usages, en garantissant la qualité à travers des politiques publiques. Des pays comme le Mexique, le Sénégal, le Brésil et beaucoup d'autres ont fait, grâce à la gestion

par bassin, des immenses progrès pour leur sécurité hydrique. Et enfin il y a le niveau des autorités locales et du citoyen qui assurent le traitement et la distribution, ainsi que le recouvrement des coûts.

Peu à peu cette gouvernance à 3 niveaux fait ses preuves, pour autant que le citoyen y soit associé. Acteurs des usages de l'eau, agricole, industriel et domestique, il en sera le défenseur contre toutes les formes de gaspillage. C'est en responsabilisant les usagers, donc les citoyens, qui sont aussi des électeurs, que la valeur de l'eau, économique et sociale s'impose dans le débat public.

Dans le débat public, un nouvel élément est apparu au cours des 20 dernières années, c'est celui du besoin de l'eau pour la nature et pas seulement pour l'homme.

Aujourd'hui, nous comprenons que nous avons également besoin d'eau pour la nature. Pourquoi ? Parce que la nature est le meilleur moyen de protéger l'eau. La nature préserve l'eau, la nature filtre l'eau, la nature maintient la qualité et la quantité de l'eau. Nous devons donc comprendre la nécessité de la partager entre les êtres humains, mais aussi entre les êtres humains et la nature. Il y a aussi une question spécifique sur laquelle j'insiste, qui est une question sensible : les réserves d'eau, ou les systèmes de stockage de l'eau. Aujourd'hui, sur tous les continents, et dans presque tous les pays, il y a des endroits où l'homme et la nature manquent d'eau à un moment donné. La rareté aujourd'hui, comme nous venons de le dire, est un problème en Afrique, mais aussi aux États-Unis, en Inde, en Australie et même en France. Nous n'avons pas toujours l'eau de l'hiver qui peut être utilisée pendant la saison estivale, ou d'une année sur l'autre.

Nous devons repenser le concept des barrages et des réservoirs. Les écologistes critiquent les barrages, qui sont trop puissants, trop violents, déplacent les populations et "agressent" la nature. Ils ont raison. Mais nous avons besoin de barrages, sinon les hommes ont soif et la nature aussi. Nous pensons - et je le défends depuis plusieurs années - qu'il faut passer du concept de barrages à celui de réserves de biodiversité aquatique, qui sont avant tout un moyen de protéger la biodiversité.

Ce concept est nouveau, et il est toujours critiqué. Mais nous en avons un exemple non loin de Marseille : un réservoir d'eau qui est aussi une "réserve aquatique" qui protège la faune et la flore mais qui fournit aussi de l'eau douce aux habitants de Marseille.

C'est une sorte de continuation du concept "L'eau pour l'Homme, l'eau pour la Nature". L'Homme est surtout concentré dans les villes, et la nature dans les zones rurales. Nous devons cesser d'opposer les villes à la campagne, les citadins aux ruraux. Pendant des années, lorsqu'il s'agissait d'innovation, nous n'avons parlé que de "villes intelligentes", mais jamais de "zones rurales intelligentes". Mais, Mesdames et Messieurs, qui garantit la protection de l'eau ? Qui garantit la production d'eau ? Qui protège les forêts et les campagnes ? Pas les citadins, mais les habitants des zones rurales. Qui produit des aliments ? Les agriculteurs, pas les citadins.

Nous devons donc nous orienter volontairement mais progressivement vers l'adoption de méthodes agricoles acceptables pour l'humanité, mais en même temps, nous devons veiller à ce que l'humanité ne soit pas privée de l'eau et de la nourriture dont nous avons besoin pour survivre.

Plus généralement, nous voulons que chacun dans le monde ait accès aux services de base, qui sont l'eau, l'électricité, la nourriture, la santé et l'éducation - au minimum. Nous ne pouvons pas continuer à séparer ces services de base les uns des autres.

Jusqu'à présent, nous avons la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), qui est une approche verticale. De l'eau pour l'eau, et seulement l'eau. Depuis des années, notre Conseil préconise une approche horizontale, la 'five fingers alliance'. Pourquoi ? Parce que nous devons envisager des solutions pour l'eau en même temps que nous envisageons des solutions pour l'électricité. Car à quoi sert de nourrir les gens, s'ils meurent pour des raisons de santé. Tout cela est la même chose. L'eau pour le développement humain, l'eau pour l'humanité, afin que non seulement nous résolvions les problèmes d'eau, mais que nous nous occupions aussi des services de base.

C'est pourquoi nous devons donner plus de responsabilités et de pouvoir aux maires, aux communautés locales, aux groupes locaux. Parce que les autorités locales comprennent mieux les choses que le gouvernement central. Nous avons besoin de cette approche commune. Dans les pays les plus pauvres, vous ne pouvez pas ouvrir une école s'il n'y a pas d'électricité, pas d'eau, pas de centre médical, ou si vous ne nourrissez pas les enfants. Nous avons besoin de cette approche horizontale et fondamentale. Et dans les années à venir, nous la verrons probablement se généraliser dans la "pensée sur l'eau".

Quelques mots sur les bassins transfrontaliers qui sont aujourd'hui au cœur d'un nouvel ordre géopolitique.

Quarante à cinquante pour cent de la population mondiale vit dans 250 bassins hydrographiques transfrontaliers, qui traversent plusieurs pays.

Il existe des exemples réussis de gouvernance des bassins, comme le fleuve Sénégal, le Rhin et le Parana, établis par des traités et des organisations spécialisées où le dialogue et le partage sont la règle.

Il existe d'autres exemples plus complexes où les tensions persistent en raison de fortes sensibilités politiques et d'une pression médiatique permanente.

C'est le cas du Nil, où la construction du barrage de la Renaissance en Éthiopie a déclenché un conflit majeur avec les États situés en aval, comme le Soudan et surtout l'Égypte.

Mais il n'y a pas de raison aujourd'hui de parler de guerres de l'eau.

Le dialogue, le dialogue complet et rien d'autre, est la seule recommandation émise par notre Conseil pour faire face à ce type de situation.

Et enfin je voudrais terminer ce tour d'horizon du futur de l'eau par un sujet essentiel, un sujet sensible, un sujet éthique mais aussi économique et social et donc politique. Ce sujet est celui du

droit à l'eau. Le droit à l'eau si facilement proclamé mais si difficile à faire respecter et à mettre en œuvre concrètement.

Le droit à l'eau c'est d'abord la possibilité pour ceux qui en sont privés d'avoir un accès à l'eau, en qualité et en quantité, à un prix acceptable par tous. C'est un droit insuffisamment garanti par le système Onusien qui n'a jamais su imposer cette obligation aux Etats. Seule une petite cinquantaine d'Etats ont réellement inscrit le droit à l'eau dans leur constitution ou leurs textes fondateurs. Une campagne internationale doit à nouveau être menée par notre Conseil pour convaincre Chefs d'État et parlementaires.

L'autre dimension du droit à l'eau et locale. C'est la capacité à interdire les coupures d'eau pour les plus démunis et mettre en place des allocations minimales d'eau mais aussi d'électricité pour les familles très pauvres pour assurer respect et dignité pour tous. Il n'y a là aucune difficulté technique, mais ici encore, c'est une décision qui s'impose à l'autorité politique.

Voilà, Mesdames et Messieurs, chers amis de l'eau, comment à travers les risques pour l'eau, peuvent se dégager des opportunités qu'il nous faut saisir pour mettre fin à cette souffrance de l'eau.

Notre rôle au sein du Conseil est d'abord de rassembler tous ceux qui réfléchissent à l'avenir de l'eau, de synthétiser leurs réflexions et de faire avancer la réflexion. Un célèbre homme politique européen a dit : "gouverner, c'est prévoir". Nous devons regarder vers l'avenir. Notre rôle, mon rôle, est de deviner comment les choses vont évoluer. Depuis 20 ans, je parle de l'eau pour les hommes et de l'eau pour la nature. Nous parlions de l'hydro-diplomatie en 1998. Aujourd'hui, nous insistons sur le rôle des parlementaires, sur les dangers qu'il y a à opposer les habitants des villes et des campagnes, parce que nous écoutons notre communauté de l'eau, nos 400 organisations membres, pour comprendre comment les choses évoluent. Nous parlons de la façon dont les barrages doivent évoluer, parce que nous sommes conscients qu'il faut dépasser l'idée de barrages en cœur et verticaux et communiquer avec la population.

Ensemble, avec le soutien massif des décideurs, nous avons essayé de faire progresser la pensée sur l'eau tout en étant

capables de proposer et de partager des réponses concrètes. La pensée sur l'eau évolue chaque jour. Il y a 20 ans, la pensée sur l'eau était faite par et pour les ingénieurs uniquement. C'était une approche technique et scientifique. Aujourd'hui, qui participe à la réflexion sur l'eau ? Les sociologues, les démographes, les politologues, etc. Chacun est appelé à réfléchir sur l'avenir de l'eau. Et nous aider à réfléchir et à apporter des réponses.

Si vous ne deviez retenir qu'une seule chose de cette présentation, ce pourrait être :

L'eau est une question politique à laquelle chaque citoyen a le devoir de contribuer.

Merci de votre attention